

---

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 5 MAI 1922.

---

## BUDGET DES DOTATIONS POUR L'EXERCICE 1922 (1)

---

### RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. PONCELET.

---

MESSIEURS,

Les Sections de la Chambre n'ont présenté au sujet du budget des Dotations que trois observations.

#### I.

La première est relative aux traitements et aux indemnités de vie chère attribués au personnel de la Cour des Comptes.

Voici relativement à cette première observation, les questions que nous avons posées à M. le Ministre des Finances :

A. Quelle est la justification du traitement de 28,500 francs attribué à M. le Premier Président ?

M. le Ministre a répondu :

« La loi du 7 août 1921 fixe le traitement du président de la Cour à » 26,000 francs et stipule que des augmentations de 500 francs seront » accordées après chaque période de quatre ans.

» M. le premier président a été nommé membre de la Cour le 5 avril 1901 ; » sa carrière compte par conséquent 3 périodes de quatre ans qui lui donnent » droit à une augmentation de 2,500 francs. »

---

(1) Budget, n° 24<sup>th</sup>.

(2) La Commission spéciale présidée par M. Mechelynck était composée de :

1) des membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, Cousot, David, De Bruyne (Augustin), Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Glabbeke et Wauvermans.

2) de six membres nommés par les Sections : MM. Gendebien, Anseele, Poncelet, De Bruycker, Elbers et Berloz.

Le chiffre de 28,500 francs porté au budget est donc parfaitement correct.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, M. le premier président n'est pas mis, au point de vue traitement, sur un autre piéd que son collègue le président de chambre.

La loi du 11 juin 1921 portant réorganisation de la Cour des Comptes, n'a pas déterminé le traitement des titulaires des places qu'elle a créées. C'est ainsi que le premier président et le président de chambre touchent le même traitement de base.

La question pourrait se poser de savoir s'il ne convient pas de porter le traitement du premier président à un chiffre supérieur à celui du président de chambre.

Mais ce n'est pas à l'occasion de la discussion du budget que pareille question doit être discutée ; ce serait, en effet, une modification à la loi d'organisation et c'est plutôt à une loi spéciale qu'il faudrait recourir.

\*  
\* \*

*B. Quelle est la répartition de l'indemnité de vie chère s'élevant pour la Cour des Comptes à 274,400 francs ?*

Voici la réponse :

« Cette somme est à répartir entre douze membres de la Cour et deux cent dix-sept agents des bureaux.

» La Cour, ne pouvant préjuger des variations du chiffre de l'index-number, a dû solliciter de la Législature un état dont le montant est basé sur le maximum de l'indemnité.

» Mais la répartition se fait actuellement suivant le taux mobile adopté par le Conseil des Ministres, et qui s'élève à 66.67 p. c. »

Il résulte de la réponse que le chiffre du budget a été calculé sur une base qui ne se justifie pas et peut être réduit dans une certaine proportion.

Pour parer à toute éventualité, la Section centrale propose de prendre pour base approximative l'index-number au taux de 66.67 p. c.

En conséquence, il y a lieu de modifier en les réduisant d'un quart les deux chiffres portés au budget et de remplacer : à l'article 4, litt. g, 14,400 francs par 10,800 francs ; et à l'article 5, litt. d, 260,000 francs par 195,000 francs.

## II.

A l'article 5, sub. litt. b figure un crédit ainsi libellé :

*Traitements de disponibilité. Travaux extraordinaires. Emplois nouveaux. Promotions et augmentations éventuelles. . . . 315,000 francs.*

La Section centrale a cru devoir poser au sujet de ce crédit la question suivante :

« Quelle est, dans ce crédit, la part réservée aux travaux extraordinaires et quelle est la nature de ces travaux : sont-ils d'urgente nécessité ? Quel est,

dans le même crédit, la part réservée aux emplois nouveaux ? Quels sont ces emplois ? Quelle urgence y a-t-il à les créer ? »

Voici la réponse qu'a fait parvenir M. le Ministre des Finances :

« En déduisant de ce crédit les sommes nécessaires pour faire face aux traitements de disponibilité, aux promotions et aux augmentations et aux secours à accorder au personnel des bureaux, il reste une prévision de 115,000 francs pour rémunérer les travaux extraordinaires et une de 95,000 francs pour les emplois nouveaux.

» En 1920, des précisions ayant été demandées par M. le député Vilain, rapporteur du budget des Dotations, à la Cour au sujet de l'extension du personnel de ses bureaux, elle a répondu :

« La tâche des bureaux, considérable déjà avant la guerre, devient plus  
» lourde de jour en jour. Le surcroît de besogne est tel qu'il paraît impos-  
» sible en ce moment de déterminer le nombre d'agents qu'il sera nécessaire  
» d'adjoindre au personnel actuel.

» L'extension de celui-ci, dans l'état actuel des choses, ne pourra cepen-  
» dant comprendre plus de 25 à 30 agents à cause de l'insuffisance des  
» locaux. »

« La situation ne s'est pas améliorée.

» Il s'est produit depuis lors un accroissement de besogne dépassant toutes les prévisions et dont les causes principales sont : 1° l'arriéré de la période de guerre; 2° les nombreuses lois nouvelles d'ordre financier : dommages de guerre, aux biens et aux personnes; pensions militaires; dotations; rentes viagères; régions dévastées; revisions des pensions; subventions de vie chère, secours-chômage, emprunts, etc.; 3° le montant du budget actuellement *décuplé*.

» Malgré ses vives instances auprès du Gouvernement, la Cour n'a pu obtenir en temps utile les nouveaux locaux qu'elle avait déjà sollicités avant la guerre (voir cahier d'observations 1911, page 2) et s'est ainsi vue obligée de louer un immeuble situé rue du Pepin pour y installer un certain nombre d'agents.

» L'accumulation incessante de la besogne, occasionnée par les événements de guerre, besogne dont l'importance ne saurait encore être évaluée définitivement, et le retard apporté à l'achèvement des nouveaux locaux, ont donc rendu indispensable un travail extraordinaire permanent, lequel a coûté en 1921 une somme de 108,007 francs.

» Le crédit réservé en vue de la rémunération du travail extraordinaire et pour permettre la nomination d'agents nouveaux, a été établi de manière à faire face aux frais de personnel résultant de l'augmentation de la besogne au fur et à mesure de l'envoi à la Cour par les Départements ministériels des pièces justificatives des dépenses à régulariser sur les budgets de 1919, 1920 et 1921, et des comptes généraux de l'État des années 1914 et suivantes. Il va de soi que les deux parties de ce crédit sont mobiles, la somme à consacrer au travail extraordinaire devant diminuer corrélativement à l'augmentation du personnel.

» L'allocation destinée à rémunérer les vacations extraordinaires constitue une charge temporaire. Elle restera sans emploi dès que la Cour aura reconnu la possibilité — l'arriéré n'existant plus — d'assurer la bonne marche des services à l'aide du personnel supplémentaire encore jugé indispensable à cette fin.

» Le recrutement de celui-ci sera limité suivant les besoins d'une situation normale et non de la situation exceptionnelle de l'heure présente. »

### III.

Une question qui se rattache au budget des Dotations, mais qui doit être plus spécialement traitée par la Commission de Comptabilité de la Chambre, est celle de l'impression des documents à distribuer aux membres du Parlement.

On avait à ce propos tenté un essai d'économie.

Mais la pratique a révélé que cette initiative ne pouvait aboutir à aucun résultat sérieux ; qu'au contraire elle ne pouvait que procurer des inconvénients et peut-être même provoquer une dépense plus grande.

Depuis toujours, le *Moniteur* se chargeait de la réimpression des documents parlementaires et, à la fin de chaque session, la collection en était envoyée à tous les membres du Parlement ainsi qu'à de nombreuses administrations et bibliothèques publiques.

On avait pensé un instant que ces collections pourraient être supprimées, mais immédiatement se sont élevées des protestations de tous ceux que ces publications intéressent. Il est évident, du reste, que ces collections sont une nécessité pour l'étude et l'interprétation des lois, dont ces documents contiennent les travaux préparatoires.

Il n'était donc pas possible de songer plus longtemps à cette suppression.

Divers systèmes étaient proposés en vue de réaliser le plus économiquement la mise à point de ces collections, mais après avoir examiné les différents moyens mis en avant, l'on a fini par se convaincre qu'il était préférable, à tous points de vue, de maintenir le système en vigueur, le seul qui puisse donner satisfaction, sauf à y apporter des modifications nécessaires que le Bureau de la Chambre pourrait juger convenir.

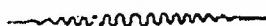
En tout cas l'économie que l'on croyait pouvoir réaliser sur le poste du budget de la Chambre n'était qu'apparente ; elle ne peut plus être envisagée, et il y a lieu, par conséquent, de rétablir le crédit tel qu'il figurait aux budgets précédents.

*Le Rapporteur,*

JULES PONCELET.

*Le Président,*

A. MECHELYNCK.



# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 MEI 1922.

## BEGROOTING DER DOTATIËN VOOR HET DIENSTJAAR 1922 (1).

### VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PONCELET.

MIJNE HEEREN,

De Afdeelingen der Kamer hebben betreffende de begrooting der Dotatiën slechts drie opmerkingen in het midden gebracht.

#### I.

De eerste betreft de wedden en den duurtebijslag toegekend aan het personeel van het Rekenhof.

Betreffende deze eerste opmerking hebben wij aan den Minister van Financiën de volgende vragen gesteld :

A. Hoe wordt de wedde van 28,500 frank, toegekend aan den Eersten Voorzitter, gerechtvaardigd ?

De Minister heeft daarop geantwoord :

« Door de wet van 7 Augustus 1921 wordt de wedde van den voorzitter » van het Rekenhof vastgesteld op 26,000 frank met vierjaarlijksche verhoogingen van 500 frank.

(1) Begrooting, n<sup>r</sup> 24<sup>III</sup>.

(2) De Bijzondere Commissie, voorgezeten door den heer Mechelynck, was samengesteld uit :

1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, Cousot, David, De Bruyne (Augustin), Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Glabbeke en Wauwermans.

2) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : de heeren Gendebien, Anseele, Poncelet, De Bruycker, Elbers en Berloz.

» De eerste voorzitter werd lid van het Rekenhof benoemd den 5<sup>n</sup> April 1901; zijne loopbaan bebelst dus vijf tijdruimten van vier jaar, waardoor hij recht heeft op eene verhooging van 2,500 frank. »

Het cijfer 28,500 frank, in de begrooting opgenomen, is dus volkomen juist.

In strijd met wat men zou kunnen meenen is de eerste voorzitter, wat de wedde betreft, niet op een anderen voet gesteld dan zijn collega, de Kamervoorzitter.

Door de wet van 11 Juni 1921, houdende herinrichting van het Rekenhof, werd de wedde van de titularissen der door deze wet opgerichte plaatsen niet bepaald. Aldus hebben de eerste voorzitter en een Kamervoorzitter dezelfde aanvangswedde.

De vraag kan worden gesteld of de wedde van den eersten voorzitter niet hooger diende te zijn dan die van een Kamervoorzitter.

Maar het is niet bij de bespreking van de begrooting dat zulke vraag dient te worden behandeld; dit ware immers eene wijziging in de organieke wet en daartoe is eene bijzondere wet noodig.

\*  
\* \* \*

*B. Wat is de verdeeling van den duurtetoeslag die voor het Rekenhof 274,000 frank bedraagt?*

#### ANTWOORD.

« Deze som moet worden verdeeld onder twaalf leden van het Hof en weehonderd zeventien der kantoren.

« Daar het Rekenhof de schommelingen van het index-number niet op voorhand kent, heeft het aan de wetgeving een staat moeten vragen, waarvan het bedrag berekend is op het maximum van den toeslag.

« Maar de verdeeling geschiedt thans volgens het veranderlijk bedrag, in den Ministerraad aangenomen en dat 66.67 t. h. beloopt. »

Uit dat antwoord blijkt dat het cijfer der begrooting berekend werd naar een grondslag die niet te billijken is en in een zekere verhouding kan worden verminderd.

Om in alles te voorzien, stelt de Middenafdeeling voor, als grondslag van het index-number het bedrag van 66.67 t. h. te nemen.

Bijgevolg dienen de twee cijfers van de begrooting met een vierde verminderd: bij artikel 4, litt. g. wordt 14,400 frank vervangen door 10,800 frank en bij artikel 5, litt. d., 260,000 frank door 195,000 frank.

#### II

Bij artikel 5, sub. litt. b., komt een crediet voor, luidende als volgt:

*Jaarwedden van beschikbaarheid. Buitengewoon werk. Nieuwe bedieningen. Mogelijke bevorderingen en verhoogingen. . . . 315,000 frank.*

De Middenafdeeling heeft gemeend, betreffende dit crediet de volgende vraag te moeten stellen :

« Wat is in dit crediet het aandeel voor buitengewoon werk en van welken aard is dit werk : is het van dringenden aard? Wat is in gezegd crediet het aandeel voor nieuwe bedieningen? Moeten zij bij hoogdringendheid worden ingesteld? »

Ziehier het antwoord van den Minister van Financiën :

« Zoo men van dit crediet de noodige sommen aftrekt om te voorzien in de jaarwedden van beschikbaarheid, in de bevorderingen en verhoogingen en in de hulpelden aan het personeel der kantoren, dan blijft een crediet van 115.000 frank om het buitengewoon werk te bezoldigen en een van 95.000 frank voor de nieuwe bedieningen.

» In 1920 werden omstandige inlichtingen door den heer volksvertegenwoordiger Vilain, verslaggever over de begroting van Dotatiën, aan het Hof gevraagd over de toeneming van het personeel, en het heeft geantwoord :

« De taak der kantoren, die reeds groot was vóór den oorlog, neemt met den dag toe. De overmaat van werk is zoo groot dat het thans onmogelijk is, te bepalen welk getal beambten bij het tegenwoordig personeel dient te worden gevoegd.

» De toeneming daarvan, in den tegenwoordigen stand der zaken, zal echter niet meer dan 25 tot 30 beambten kunnen bedragen wegens de ontoereikendheid der lokalen.

« De toestand is niet verbeterd.

« Het werk is sindsdien buiten alle verwachting toegenomen en de bijzonderste oorzaken daarvan zijn : 1<sup>o</sup> de achterstallen van den oorlogstijd; 2<sup>o</sup> de talijke nieuwe financiewetten : oorlogsschade, militaire pensioenen, dotatiën, lijfrenten, verwoeste streken, herziening der pensioenen, duurte-toeslagen, onderstand voor werkloozen, leeningen, enz.; 3<sup>o</sup> het bedrag der begroting dat thans vertiendubbeld is.

« Ondanks zijn herhaald aandringen bij de Regeering, heeft het Rekenhof intijds de nieuwe lokalen niet kunnen betrekken, die het aangevraagd had vóór den oorlog (zie aanmerkingen 1914, blz. 2) en was het dus verplicht een huis te huren in de Kernstraat om er enkele bedienden te plaatsen.

» De onophoudelijke aangroei van het werk, te wijten aan den oorlog, werk waarvan het belang nog niet bepaald kan worden geraamd, en de laattijdige voltooiing der nieuwe lokalen hebben dus een bestendig overwerk noodzakelijk gemaakt, wat, in 1921, 108,007 frank heeft gekost.

» Het crediet voor bezoldiging van overwerk en benoeming van nieuwe bedienden werd derwijze vastgesteld dat voorzien kan worden in de kosten voor personeel veroorzaakt door de toeneming van werk, naarmate door de Ministeriele Departementen aan het Rekenhof de bewijsstukken worden overgemaakt voor de uitgaven te gelden op de begrotingen voor 1919, 1920 en 1921, en door de algemeene rekeningen van den Staat der jaren 1914 en daaropvolgende. Het spreekt van zelf dat de beide deelen van dit crediet veranderlijk zijn, dat de som voor overwerk zal verminderen naarmate het personeel toeneemt.

» De tegemoetkoming voor overwerk is een tijdelijke last. Zij zal vervallen, zoodra het Hof de mogelijkheid zal inzien — eens de achterstallen bijgewerkt — de diensten regelmatig te doen werken met het bijkomend personeel dat daarvoor noodig wordt bevonden.

» De aanwerving van dit personeel zal worden beperkt door de behoeften van een normalen toestand en niet van den tegenwoordigen uitzonderlijken toestand.

### III.

Een vraagstuk, dat de Begrooting van Dotatiën betreft, maar dat vooral moet behandeld worden door de Commissie voor de Comptabiliteit der Kamer, is dit van het drukken der aan de Parlementsleden rond te deelen stukken.

Men had hier eene bezuiniging beproefd. Maar uit de practijk bleek dat dit initiatief geen ernstigen uitslag kon opleveren, dat het integendeel slechts met bezwaren gepaard ging en zelfs eene nog grootere uitgave voor gevolg kon hebben.

Steeds was de *Moniteur* belast met het herdrukken der parlementaire stukken en, op het einde van elk zittingsjaar, werd de verzameling er van gezonden aan al de Parlementsleden en aan talrijke openbare besturen en boekerijen.

Men had een oogenblik gemeend dat deze verzamelingen konden worden afgeschaft, maar onmiddellijk rezen klachten op vanwege al degenen die daarin belang stelden. Het spreekt overigens vanzelf dat deze verzamelingen noodzakelijk zijn voor de studie en de verklaring der wetten, waarvan deze stukken de voorbereidende werkzaamheden bevatten.

Men kon dus niet langer aan die afschaffing denken.

Verscheidene stelsels werden voorgesteld om zoo goedkoop mogelijk deze verzamelingen bij te werken, maar, na hen te hebben onde zocht, kwam men tot de overtuiging dat het in alle opzichten verkieslijk was het oude stelsel te behouden, het eenige dat voldoening kan schenken, mits daarin de door Bureel en Kamer noodig geachte wijzigingen worden gebracht.

In elk geval was de bezuiniging, die men op de Begrooting der Kamer meende te verwezenlijken, slechts van schijnbaren aard; zij kan niet meer in aanmerking komen en, bijgevolg, dient hetzelfde crediet als op de vorige begrootingen voor te komen.

*De Verslaggever,*

JULES PONCELET.

*De Voorzitter,*

A. MECHELYNCK.

